

COMPTE RENDU DE LA CONFÉRENCE TÉLÉPHONÉE DU 6 NOVEMBRE A 14 H 30

Compte tenu du nouveau confinement, des conférences téléphonées sont organisées régulièrement entre les organisations syndicales (CGT, Solidaires, FO, CFTC) et les équipes de direction pour faire le point sur la situation à la DRFIP Paris.

Comme nous l'avons fait lors de l'audioconférence du 2 novembre, Solidaires, la CGT et FO ont lu une déclaration unitaire (cf. PJ).

Nous avons appuyé la demande d'audience des collègues du 5ème arrondissement et ceux du CGR puisque l'administration continue la mise en œuvre des réformes malgré la crise. Le directeur a répondu qu'il ne pouvait pas recevoir les agent.s du 5ème arrondissement physiquement du fait des contraintes sanitaires. Il réfléchit à une réunion organisée en audioconférence.

S'agissant du CGR, le directeur dit attendre les réponses RH de la DG afin de réunir les collègues, expliquant que le calendrier est « maîtrisé »! Maîtrisé alors que l'on parle d'un changement de vie professionnelle et/ou personnelle dans 9 mois !

La CGT a rappelé avec force que la méthode de la direction était très violente. Elle annonce une délocalisation, qui est vrai choc pour les agent.es qui n'ont que très peu de temps pour réfléchir à leur avenir, alors qu'elle est dans l'incapacité de répondre aux questions légitimes qui se posent. Par ailleurs, elle a tenté de diviser les collègues en leur proposant des réunions par groupes de 5 pendant les vacances quand tous n'étaient pas présents. Si le directeur n'a rien à dire aux agent.es, les agent.es eux ont des choses à lui dire !

Sur la journée banalisée pour éviter d'emprunter les transports en commun aux heures de pointe, le directeur maintien son refus en précisant qu'on n'a pas besoin de la banalisation et que l'aménagement des horaires suffit.

La direction a demandé un devis au nouveau prestataire du ménage, Derichebourg, pour une prestation supplémentaire (poignées de portes, ascenseurs,...) à l'instar de ce qui a été fait jusqu'au début de l'été.

Situation sanitaire :

La direction a donné les chiffres au 6 novembre, 29 collègues ont contracté le virus. Cette forte progression est notamment imputable à la situation du SDE de St Sulpice. Il a fallu que nous insistions sur l'aggravation de la situation de ce SDE pour que la direction prenne la décision de fermer ce service jusqu'au 10 novembre. Le ménage intégral du service a été réalisé.

Nous demandons que la direction donne les chiffres par arrondissement. En effet, les syndicats recueillent les informations quand les collègues nous interpellent et trop souvent les mesures ne sont pas prises que ce soit en termes de gestion des cas contacts et de ménage.

La direction dit respecter le protocole et suivre les préconisations des médecins de prévention et réfute les témoignages des collègues que les organisations syndicales ont portés. Le déni, toujours le déni !

Télétravail ou travail confiné :

La direction a rappelé que le télétravail peut être exercé entre 3 et 5 jours, que les personnes vulnérables sont éligibles à hauteur de 5 jours et qu'il est sur la base du volontariat. S'agissant du volontariat nous avons émis des doutes puisqu'on sait que des agent.es n'ayant pas demandé à télétravailler ont quand même été dotés d'un ordinateur.

À ce stade, tous les collègues vulnérables ne sont toujours pas équipés afin de pouvoir télétravailler contrairement à ce qu'avait dit le directeur précédemment. Elle se défend en disant « qu'il y a eu des trous dans la raquette » (sic!). La direction va, en début de semaine, demander aux chefs de service de faire le recensement des agent.es vulnérables qui sont équipés ou pas d'un ordinateur pour les équiper en priorité. LA CGT a demandé, et obtenu, que ce recensement soit étendu aux collègues vivant avec une personne vulnérable.

Missions :

SIP : Ces services connaissent de fortes affluences. La direction s'attend à une augmentation dans les prochains

jours jusqu'au 15 décembre, date d'échéance. Le directeur s'interroge sur le maintien de 2 schémas : accueil physique et accueil sur rendez-vous.

Accueils : Il y aura des vigiles sur tous les sites de la DRFIP à compter du lundi 9 novembre.

Formation professionnelle : Les formations en présentiel sont annulées jusqu'au 15 novembre. Au-delà de cette date, les orientations devraient être connues en début de semaine prochaine.

Organisation des concours : A ce stade, les concours sont maintenus, la direction travaille sur la protection des agent.es qui organisent et surveillent les épreuves.

Conditions de vie au travail :

Cantine : La direction attend une réponse de la DG sur l'indemnisation qui devrait être appliquée comme lors du 1^{er} confinement pour les sites dont le restaurant a été fermé. La direction demande aux agent.es de garder d'ores et déjà les justificatifs (les mêmes qu'au printemps). Nous avons demandé que cette indemnisation soit également octroyée aux collègues qui n'ont pas de cantine sur place même si celle-ci n'est pas fermée.

Tentative d'intrusion dans le 11ème arrondissement : la direction a déposé une main courante auprès de la police.

La direction va délivrer des attestations aux militant.es syndicaux pour qu'ils puissent se déplacer sur tous les sites de la DRFIP.

Mais elle a précisé que les visites de sites dans le cadre du CHSCT sont interrompues.

Nous avons demandé si les déménagements sont repoussés. Réponse non, Bénard par exemple déménagera bien en décembre.

Pour la CGT, il est inacceptable que ce déménagement annoncé initialement pour 2021 se fasse dans la précipitation. Les collègues sont contre ce déménagement alors que l'activité au mois de décembre est particulièrement chargée. Sans compter la problématique des contraintes sanitaires.

Les restructurations se poursuivent, l'activité syndicale ne se relâchera pas, la CGT sera au côté des collègues et défendra toutes leurs revendications.

La prochaine audioconférence aura lieu en fin de semaine prochaine.